

Avis de marché

Département de publication : **974**

Annonce No **10-171986**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CIREST.

Correspondant : M. le président de la CIREST, 26b, Résidence le Manchy Rue Leconte de Lisle, 97470 Saint-Benoît, tél. : 02-62-92-53-31, télécopieur : 02-62-92-10-80, courriel : cirest@cirest.fr.

Objet du marché : **prestations de conseil juridique et représentation en justice.**

Lieu d'exécution et de livraison: territoire de la CIREST, 97470 Saint-Benoît.

Caractéristiques principales :

procédure adaptée passée en application des articles 30-i et 77 du code des marchés publics. La consultation donnera lieu à un marché fractionné à bons de commande, sans minimum ni maximum

Conformément à l'article 77 du Code des marchés publics

Refus des variantes.

Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 20 septembre 2010.

Cautionnement et garanties exigés : voir règlement de consultation.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : voir règlement de consultation.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : voir règlement de consultation.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualités et compétences des intervenants au vu des cv et domaines d'intervention proposés : 35 %;

- organisation et modalités de collaboration proposées par le candidat en vue de répondre aux demandes de la collectivité au vu de la note méthodologique produite à l'appui de l'offre : 35 %;

- montant de la rémunération proposée au vu des fiches de simulation tarifaires : 30 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 8 septembre 2010, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2010-DG-26.

Renseignements complémentaires : instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Saint-Denis

27, rue Félix Guyon,

Bp2024

97488 Saint-Denis Cedex

Courrier électronique : greffe.ta-saint-denis@juradm.fr.

Tél. 02 62 92 43 60. télécopieur 02 62 92 43 62

Adresse internet (Url) : http://www.ta-saint-denis.juradm.fr/ta/saint_denis/index.shtml.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les candidats transmettent leur proposition sous pli cacheté contenant une enveloppe également cachetée. L'enveloppe extérieure devra porter la mention: " Prestations de conseil juridique et représentation en justice - ne pas ouvrir portant l'adresse suivante : CIREST

Direction des services juridiques/marchés

26b, Résidence le Manchy - rue leconte de Lisle B.P. 124 - 97470 Saint-Benoît Cedex

Les plis devront être soit envoyés par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse susvisée, soit remis contre récépissé.

La remise des offres par voie dématérialisée n'est pas autorisée.

Renseignements relatifs aux lots :

- Lot 1. - Conseil et représentation en matière de gestion du domaine public et privé : droit des biens, droit de l'urbanisme, droit de la construction, droit de l'expropriation, droit rural, droit de l'environnement.
- Lot 2. - Conseil et représentation en matière de droit des contrats : marchés publics, délégations de service public et autres montages contractuels.
- Lot 3. - Conseil et représentation en matière de droit public : droit constitutionnel, droit administratif, droit des collectivités territoriales, droit électoral, statuts des élus, finances publiques.
- Lot 4. - Conseil et représentation en matière de droit de la fonction publique : statuts, droits et obligations et responsabilité des agents.
- Lot 5. - Conseil et représentation en matière de droit des transports (compte tenu des compétences de la collectivité en matière de transport ferroviaire et routier), droit communautaire, droit public économique.
- Lot 6. - Conseil et représentation en matière de droit privé (droit civil, droit des sociétés, droit du travail), droit pénal et de droit de la propriété intellectuelle et de la communication
- Lot 7. - Conseil et représentation devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation

